



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/1030
S/1998/832
3 septembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 61 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 2 septembre 1998, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 2 septembre 1998, qui vous est adressée par S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, le texte de la présente lettre et de son annexe, qui contient une lettre de S. E. M. Rauf R. Denktash, Président de la République turque de Chypre-Nord, concernant les propositions adressées le 31 août 1998 à M. Glafkos Clerides, dirigeant de l'Administration chypriote grecque, en vue d'un règlement juste et durable de la question de Chypre.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 2 septembre 1998, adressée au
Secrétaire général par M. Aytuğ Plümer

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie d'une lettre datée du 2 septembre 1998 qui vous est adressée par S. E. M. Rauf R. Denktash, Président de la République turque de Chypre-Nord, concernant les propositions adressées le 31 août 1998 à M. Glafkos Clerides, dirigeant de l'Administration chypriote grecque, en vue d'un règlement juste et durable de la question de Chypre (voir appendice).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ Plümer

APPENDICE

Lettre datée du 2 septembre 1998, adressée au
Secrétaire général par M. Rauf R. Denktash

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie des propositions que j'ai adressées à M. Glafkos Clerides, dirigeant de l'administration chypriote grecque, le 31 août 1998, en vue d'un règlement juste et durable de la question de Chypre (voir pièce jointe).

Ces propositions, qui se passent d'explications, ont été faites de bonne foi en vue de constituer une base nous permettant de négocier véritablement d'égal à égal. C'est là une occasion unique de régler définitivement ce différend de longue date; pour peu qu'on ne la laisse pas échapper, elle contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité dans l'ensemble de la région. Vous ne manquerez pas, j'en suis sûr, d'apprécier l'importance particulière de cette initiative, alors même que l'autre partie suit une politique qui a pour effet d'aggraver les tensions et de perpétuer la division de l'île.

Vous observerez sans nul doute que nos propositions confirment le principe de l'égalité des deux communautés de l'île. Cette égalité, consacrée dans les Accords de 1960, a toujours constitué le principe fondamental de la recherche d'une solution dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général. De plus, les propositions visent à renforcer l'équilibre capital entre la Turquie et la Grèce vis-à-vis de Chypre qui a été créé par les Accords, de même que la situation ainsi établie.

Nous espérons sincèrement que, malgré sa première réaction, la partie chypriote grecque, une fois qu'elle aura étudié soigneusement notre initiative constructive, donnera une réponse positive manifestant ainsi elle aussi une attitude de bonne volonté. Nous sommes persuadés que vous-même et tous ceux qui souhaitent contribuer au règlement du différend demanderez instamment à la partie chypriote grecque d'agir en ce sens.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter la présente lettre et son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Le Président

(Signé) Rauf R. DENKTASH

PIÈCE JOINTE

Proposition en vue d'un règlement durable de la
question de Chypre présentée le 31 août 1998 à
Nicosie par S. E. le Président Rauf R. Denktash

Cherchant une dernière fois à réaliser un règlement durable et mutuellement acceptable de la question de Chypre, je propose la constitution d'une confédération chypriote fondée sur les arrangements ci-après :

1. Établissement de relations spéciales entre la Turquie et la République turque de Chypre-Nord, sur la base d'accords à conclure;
2. Établissement de relations spéciales analogues entre la Grèce et l'Administration chypriote grecque, sur la base d'accords analogues à conclure;
3. Constitution d'une confédération chypriote entre la République turque de Chypre-Nord et l'Administration chypriote grecque;
4. Maintien en vigueur du Système de garanties de 1960;
5. La Confédération chypriote peut, si les parties en conviennent, demander à accéder à l'Union européenne. En attendant que la Turquie devienne membre à part entière de l'Union, un arrangement spécial lui donnera tous les droits et obligations d'un membre de l'Union en ce qui concerne la confédération chypriote.

L'objet des négociations sera donc en fin de compte une formule de partenariat, sous forme d'une structure confédérée composée de deux communautés et de deux États dans l'île, reposant sur des accords symétriques conclus avec les deux métropoles et États garants. Tous les droits et pouvoirs qui ne seront pas conférés à l'entité confédérée relèveront des deux États confédérés. Tout accord qui sera conclu à l'issue des négociations devra être approuvé par référendum spécial.

Par leur participation à ces négociations, les parties reconnaîtront que la partie chypriote grecque et la partie chypriote turque sont deux États souverains égaux, dotés chacun de ses propres institutions et juridictions démocratiques, reflétant l'égalité politique et la volonté de leurs peuples respectifs. Elles reconnaîtront aussi que les autorités de l'une des parties ne représentent pas l'autre.

Nous estimons que seule une telle structure :

- a) Assurera la sécurité des deux parties;
- b) Protégera leur identité et leur bien-être.

Si les Chypriotes grecs acceptent ces éléments de base, nous sommes prêts à entamer les négociations pour constituer une confédération chypriote.
